

## Compte rendu du Conseil d'Administration du 13 février 2012

par les élus des listes UPUP-UPC (SNESUP-FSU, SNCS-FSU, SLU,...)

Chiara Lastraioli, Jean Fabbri et Pascal Sanson

### 1) Plan des formations pour le personnel :

L'an passé : 2155 personnes en formation pour 194 000 euros. Progression du budget sensible de 2007 à 2011 (de 63000 à 194000). Total 160 actions de formation qui concernent les Biatoss 75%, enseignants-chercheurs et enseignants autour de 24%, et pour une part totale de 33% les Biatoss non titulaires. Répartition de genre : 70% femmes, 30% hommes.

Obligation pour les nouveaux MCF qui bénéficient d'une décharge de suivre une formation. Même s'ils se forment également en dehors de l'université.

Question de B. Delaunay sur les défections des enseignants-chercheurs aux cours de formation CRL (langues). Manque de retour sur la formation CRL.

J.Fabbri apprécie l'évolution du dispositif de formation continue, mais remarque que 40% des dépenses de formation relèvent des services centraux et de la présidence, il demande si d'une année sur l'autre les personnels en formation sont ou non toujours les mêmes ? Sur la VAE, il s'étonne du faible nombre (17) de demandes. Pour les formations « connaissance du système de l'enseignement supérieur », pourrait-on procéder de façon plus pluraliste ?

Réponses : il existe un fichier nominatif qui permet de sortir des données précises sur les formations. Le service privilégie, si nécessaire, ceux qui n'ont jamais suivi une formation. A propos des 17 demandes VAE : il s'agit de données partielles car il existe d'autres structures.

B. Deman (MEDEF) demande des comptes quant au pourcentage et le nombre limité de demandes de formations en langues, il s'interroge quant au DIF.

Réponse : pour le budget, dans la moyenne nationale des autres universités.

Il n'y a pas de DIF pour les enseignants, seulement pour les BIATOSS.

Plan de formation approuvé à l'unanimité

### 2) Ressources humaines

Election commission paritaire d'établissement (BIATOSS) : décalage des élections, mais après demande au Ministère. Prolongation jusqu'au 23/10.

### 3) OVE

Enquête de l'année dernière sur l'évolution du projet professionnel dans la cohorte des « rabelaisiens » (entrée sep 2008). Voir le diaporama sur le site de l'OVE, auquel ont droit durant 30 minutes les membres du CA.

Des discordances de données apparaissent sur le coût de la vie des étudiants entre OVE et autres statistiques régionales (le double pour la région). L'étude confirme l'activité salariée très importante des étudiants en ASH laquelle paraît inciter à la consolidation du projet professionnel.

J.Fabbri : le constat de cette étude est flou, l'échantillon est-il représentatif ? 20% de la population concernée a répondu. Cette étude demanderait plutôt d'une problématisation par le CEVU. Mais des chiffres lus par ailleurs (voir point suivant de l'odj) pointent la fragilité de l'université de Tours quant aux cursus de master dont la part régresse dans l'université.

L.Vaillant : sur les inscriptions en Master : « cela répond à des problématiques des universités de province : beaucoup d'effectifs en licence et peu en Master-Doctorat. Il s'agit d'une donnée structurelle, qui dépend du manque de projet d'études professionnalisant des étudiants

en première année. Il faut donc cibler cette population et attirer de l'extérieur les étudiants de master.» Sur l'attractivité des masters : l'OVE a contacté les licenciés qui ne se sont pas réinscrits, pour connaître les raisons de la non-réinscription.

J Fabbri, pour les élus UPUP-UPC, maintient son alerte sur cette question : augmenter le nombre d'étudiants en master doit être une priorité de l'université et pas seulement d'accroître la part relative des inscrits en master qui n'avaient pas obtenu leur licence à Tours.

B. Deman apprécie le ppt de l'OVE. Surtout la partie socio-économique et condition de vie des étudiants. Mais quel plan d'action après l'étude ?

Président : il faut améliorer la relation avec les lycéens.

#### **4) Projet d'établissement**

Initiatives d'excellence : labex 2 Patrimoine Moyen Âge Renaissance non accordé !

Soutien de l'université quand même dit L Vaillant. Il annonce que par le biais de coopération, l'université sera associée à certaines opérations

Labex AERON (radio-technologies) – retenu (Nantes, Orléans Poitiers, Tours, ..)

Labex CHINORG (chimie) – Pres de Normandie plus Val de Loire

Labex GANEX (semi-conducteurs), univ. de Nice,.

*Biblistima* Fondation Condorcet, IRHT, CESR, etc.

Biotechnologies déjà acté, autres : on attend le verdict.

ML Demonet fait observer le « trou » Région Centre sur la carte nationale de la recherche.

Président : Cette carte est strictement identique à la présence du CNRS et à la carte de la DATAR des années 1980. Elle représente l'existant plus que le nouveau.

MLD rappelle une autre carte, celle du journal le Monde... à l'exception Strasbourg, les sites de province sont peu représentés. Tentative de réunir les « universités minables » en une unique université ?

J. Fabbri : les appels d'offre cassent les dynamiques internes des laboratoires et forcent à des regroupements...et réduisent le spectre du pluralisme scientifique.

Président : s'étonne encore que ces labels tombent toujours aux mêmes endroits... mais il ne répond pas sur la question du maintien d'une qualité du service public sans « label ».

B. Deman voudrait des données précises sur la question distribution de ces financements en France et en Région.

L. Vaillant présente l'avancée du dossier de la SATT qui va recruter un PDG (J. Fabbri renouvelle son opposition à ce type de structure qui relève de logiques privées et au salaire exorbitant de ses dirigeants >150 000€ par an !)

**5) Projet d'établissement** : Informations après le CNESER du 6 février ; des modifications mineures sont encore possibles pour les maquettes (voir prochains CEVU et CA du 26 mars)

#### **6) Indicateur de performance et d'activité pour le pilotage de l'établissement.**

Indicateurs ministériels et internes. Les premiers sont communs à toutes les universités.

##### 1.1 Ministériels « formation »

Passage L1 L2

Réussite Licence

Nouveaux entrants en Master

Evaluation des enseignements

Formation continue.

##### 1.2 Indicateurs internes

Insertion prof des LP et Master

Taux d'étudiants en apprentissage

Taux d'étudiants en mobilité sortante Erasmus

### 2.1 Ministériels « recherche »

Revenus consolidés de la valorisation de la Recherche

### 2.2. Les indicateurs recherche de l'établissement

Nombre de projets retenus

Part des publications dans les publications nationales de référence.

Mobilité sortante des enseignements-chercheurs.

### 3.2 Vie étudiante

Indic. Interne seulement

Taux d'étudiant adhérent à une asso. Univ.

Président : Plus de boursiers à Tours qu'à niveau national et plus de bac pro

J Fabbri constate une fois de plus que tout est décidé sans le CA et que cette logique technocratique d'indicateurs ignore ce qui relève de l'appréciation collective et délibérative. Il trouve révélateur que le seul indicateur ministériel « recherche » porte sur les revenus de la « valorisation » et pas sur le nombre des thèses soutenues, le devenir des docteurs...

A propos de la vie étudiante, J Fabbri demande quels sont les dispositifs pour favoriser l'appropriation par les étudiants des enjeux des élections dans les conseils centraux et quels seront les moyens mis en œuvre ?

Delaunay (VP): il y a déjà eu des réunions avec les syndicats et organisations étudiantes, un film des têtes de liste étudiants. Cartes com qui appellent les étudiants à voter. Demande aux enseignants de faire connaître ces élections.

## **7) suivis des CEVU et CS**

Les élus UPUP-UPC font des réserves et s'abstiennent sur le dispositif « MOBIL » (modules de prépro en L) et sur le diplôme Erasmus Mondus en informatique dont les frais d'inscription (non tous compensés par des bourses) vont jusqu'à 8000€.

Les statuts de la fondation Philippe Maupas (remis aux élus sous un format peu lisible) allient le secteur santé de l'université et des industriels du médicament dans une structure que J. Fabbri estime peu lisible et sujette à dérapages financiers et scientifiques. 1 contre 1 abst

## **8) Plafond d'emplois**

Le ministère récupère (fin de surnombre,..) 4 emplois temps plein ce qui diminue à 2011 le plafond. Les élus UPUP-UPC n'approuvent pas cet ajustement invoqué pour des motifs techniques.